

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/N/4/CAN

SCM/190/CAN

23 mars 1995

(95-0630)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

RAPPORT SEMESTRIEL PRESENTE AU TITRE DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD

CANADA

On trouvera ci-joint le rapport semestriel présenté par le Canada.

Eu égard à la Décision sur les moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel que le Comité a adoptée à sa réunion du 22 février 1995 (SCM/191), le présent rapport est réputé être également le rapport semestriel du Canada au Comité des subventions et mesures compensatoires du Tokyo Round.

Membre présentant le rapport: Canada

RAPPORT SEMESTRIEL SUR LES DECISIONS PRISES EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS

pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1994

Pays ou territoire douanier	Produit	Ouverture de l'enquête ¹	Mesures provisoires ²	MESURES FINALES		ABSENCE DE MESURES FINALES				Volume des échanges ⁴ (en millions de dollars)	Importations bénéficiant d'une subvention en % de la consommation intérieure
				Droit définitif ³	Engagement	Absence de subvention	Absence de préjudice	Retrait du recours	Autres		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Inde	Stèles en granit noir	22.12.93	22.03.94 67% ⁵	20.07.94 35,4% ⁵						1 727 364 dollars canadiens	15,7%
	Stèles en granit noir	09.09.94 (R)									

1 L'abréviation (R) est utilisée lorsque l'enquête est ouverte dans le cadre du réexamen d'une mesure compensatoire en vigueur.

2 Les mesures provisoires s'appliquent à compter de la date de la détermination préliminaire de l'existence d'une subvention jusqu'à la clôture de l'enquête du Tribunal canadien du commerce extérieur concernant le préjudice causé aux producteurs canadiens de produits similaires (120 jours au maximum à compter de la date de la détermination préliminaire). Le montant estimé de la subvention est normalement exprimé en valeur unitaire.

3 Il s'agit soit de la date de la constatation positive de l'existence d'un préjudice (dans le cas d'une enquête), soit de la date de clôture de l'examen du montant de la subvention (dans les cas où le Tribunal a fait une détermination de l'existence d'un préjudice).

4 Le volume des échanges est fondé, sauf indication contraire, sur les données statistiques relatives à la dernière période de 12 mois antérieure à l'ouverture de l'enquête pour laquelle des renseignements sont disponibles.

5 Le montant de la subvention accordée pour les stèles en granit noir a été estimé à 67 pour cent du prix de vente f.a.b. aux fins de l'application des mesures provisoires et il a été établi à 35,4 pour cent du prix de vente f.a.b. aux fins de l'application des mesures finales.

Confidentiel: Renseignements communiqués aux autorités à titre confidentiel ou renseignements confidentiels susceptibles d'être divulgués par suite des opérations de calcul.

NOTE RELATIVE AU RAPPORT SEMESTRIEL PRESENTE PAR LE CANADA
AU TITRE DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD

Lorsqu'une enquête est conduite dans le cadre du réexamen d'une mesure compensatoire en vigueur, la date de clôture du réexamen figure dans la colonne 5. Lorsque la procédure de réexamen est engagée pour permettre aux autorités canadiennes de déterminer le montant courant de la subvention accordée pour le produit importé, ce montant est exprimé en pourcentage ou en valeur absolue. De plus, les autorités canadiennes n'établissent de données statistiques sur le volume des échanges du produit importé qu'à l'occasion du réexamen de la détermination de l'existence d'un préjudice dans le cadre d'une abrogation éventuelle de la mesure compensatoire. Il en résulte qu'on ne dispose d'aucune donnée statistique sur le volume des échanges à inscrire dans les colonnes 11 et 12 pour certaines enquêtes relatives à des mesures existantes.

ABROGATION DE MESURES COMPENSATOIRES
du 1er juillet au 31 décembre 1994

Pays	Produit	Date d'abrogation
Néant		

MESURES COMPENSATOIRES EN VIGUEUR
au 31 décembre 1994

Pays	Produit	Date de la constatation
Brésil	Recharges de papier	06.07.90
	Bottes et chaussures en cuir, pour femmes	03.05.90
Danemark	Jambon en boîte	07.08.84 (16.03.90)
CE	Pains de viande, à base de porc, en boîte	07.08.84 (16.03.90)
	Viande de boeuf désossée	25.07.86 (22.07.91)
Inde	Stèles en granit noir	20.07.94
Pays-Bas	Jambon en boîte	07.08.84 (16.03.90)

Note: Une date ultérieure est indiquée entre parenthèses quand la constatation de l'existence d'un préjudice a été confirmée à l'occasion d'un nouvel examen.